



**DECISION PORTANT MISE A JOUR DE LA REGIE DE RECETTES
DU CENTRE D'ANIMATION EDEN PARC
BUDGET 01900 – régie n°166**

Le Maire de MANDELIEU-LA NAPOULE, 1^{er} Vice-Président de la Communauté d'Agglomération Cannes Lérins,

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,

VU le Décret N°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu le décret N°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22, 25, 34, 55, 57, 60, 170 et 215,

Vu le Décret N°2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

VU la délibération du Conseil Municipal N°97/15 du 29 juin 2015 fixant l'indemnité de responsabilité allouée aux régisseurs titulaires d'avances et de recettes, aux intérimaires et aux suppléants,

VU la Délibération du Conseil Municipal N°88/18 du 25 juin 2018 instituant le régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) des Agents Municipaux de la Ville de Mandelieu-La Napoule,

VU la Délibération du Conseil Municipal N°005/20 du 27 mai 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au Maire pendant la durée de son mandat notamment en l'autorisant à créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux, en application de l'article L.2122.22 alinéa 7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Décision Municipale N°200 du 12 décembre 2011, portant création d'une régie de recettes pour l'encaissement des produits liés aux activités proposées par le Centre d'Animations Eden Parc, modifiée par les Décisions Municipales N°30 du 27 février 2012 et N°102 du 17 juillet 2012,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de **supprimer le fonds de carte bancaire de la régie de recettes du Centre d'Animations Eden Parc et d'augmenter le montant maximum de l'encaisse,**

VU l'avis conforme de Christine PEREZ, Chef de service comptable du SGC de Cannes, émis le 6 septembre 2022,

DECIDE

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} septembre 2022, les conditions de fonctionnement de la régie de recettes pour l'encaissement des produits liés aux activités proposées par le Centre d'Animations Eden Parc sont les suivantes :

ARTICLE 2 : La régie est installée dans les locaux du Centre d'Animations Eden Parc – 494 avenue de Fréjus – 06210 Mandelieu-La Napoule.

ARTICLE 3 : La régie de recettes du Centre d'Animations Eden Parc permet l'encaissement des fonds suivants :

- 1 - produits des prestations de service offertes par le Centre d'Animations Eden Parc :
- adhésion des membres
 - participation aux cours, aux activités et aux sorties
 - séjours extérieurs organisés (avec nuitées, transport, participations aux activités...)
- 2 - redevance d'occupation des locaux par les Associations
- 3 - location des chambres du Centre d'Animations Eden Parc
- 4 – participation forfaitaire pour les hébergements saisonniers au Centre d'Animations Eden Parc

ARTICLE 4 : Les recettes énumérées à l'article 3 sont encaissées de la manière suivante :

- Numéraire ;
- Chèques ;
- Cartes bancaires sur place ou à distance ;
- Prélèvement.

Les produits des prestations de service offertes par le Centre d'Animations Eden Parc correspondent aux différentes activités proposées :

- 1) Adhésion annuelle
- 2) Cotisation mensuelle ou ponctuelle.

Les recettes seront perçues contre remise à l'usager d'une quittance informatique en ce qui concerne l'encaissement :

- des adhésions annuelles ;
- des cotisations mensuelles ou ponctuelles (relatives aux participations aux activités) ;
- de la redevance pour l'occupation des locaux ;
- de la location des chambres.

Le fonds de caisse de la régie est de cinquante euros (50 €).

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du « régisseur de recettes pour l'encaissement des fonds provenant des activités proposées par le Centre d'Animation Eden Parc » auprès de la DDFIP des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 6 : L'intervention des régisseurs titulaire et suppléant ainsi que des mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à onze mille euros (11 000 €).

ARTICLE 8 : Le régisseur est tenu de verser à la caisse du Comptable le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'Article 7 et au minimum une fois par mois, et en tout état de cause le 31 décembre de chaque année, lors de sa sortie de fonction ou de son remplacement par le suppléant. Il sera tenu de verser la totalité des justificatifs de recettes au minimum une fois par mois.

ARTICLE 9 : Le régisseur titulaire est astreint à constituer un cautionnement compte tenu du montant moyen mensuel des recettes encaissées selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : En fonction du Régime Indemnitaires de l'agent, la sujétion particulière de régisseur est prise en compte soit par le versement d'une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination et selon la réglementation en vigueur soit, dans le cadre de l'évaluation du montant de son Régime Indemnitaires tenant compte des fonctions, des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

ARTICLE 11 : En fonction du Régime Indemnitaires de l'agent, la sujétion particulière de suppléant, pour la période durant laquelle l'agent assure effectivement le remplacement du régisseur titulaire, sera prise en compte, soit par le versement d'une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination et selon la réglementation en vigueur soit, dans le cadre de l'évaluation du montant de son Régime Indemnitaires tenant compte des fonctions, des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour une durée ne pouvant excéder deux mois.

ARTICLE 12 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans le même délai. En cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.

ARTICLE 13 : Madame le Directeur Général des Services et Madame la Chef de service comptable du SGC de Cannes sont chargées de l'exécution de la présente décision qui sera publiée selon la législation en vigueur.

Fait à MANDELIEU-LA NAPOULE,

12 SEP. 2022

Le



LE MAIRE,
Sébastien LEROY